



## Extrait du Registre des Délibérations

### Comité Syndical

Séance du mardi 17 décembre 2024

**Date de la convocation : lundi 9 décembre 2024**

**Étaient Présents :**

**Membres titulaires :**

Nicolas PATRIARCHE, Jean-Claude BOURIAT, Michel CAPERAN, Jean-Yves COURREGES, BALEIX Jean-Michel, BERTONAZZI Kenny, BILE Michel, BOUCHANNAFA Naija, CALDERONI Jean-Louis, CASTET Eric, CLABE Frédéric, DAMIAN-PICOLLET François, DANAN Gilbert, DENAX Jean-Marc, DUDRET Victor, DUVIGNAU Philippe, GOMMY Frédéric, LACOSTE Yves, LAURAND Régis, LEROUX-MENESTREY Jacques, LOCATELLI Jacques, MARTEEL Françoise, NAHON André, RODRIGUEZ Karine, ROY Pauline, SEGOT Joël, WOLFS Patricia.

**Membres suppléants :**

NE Marie-Claire suppléée par RIVIERE Didier, PEES Francis suppléé par ROUSSELET Patrick.

**Étaient représentés :**

ARDOY Monique a donné pouvoir à DANAN Gilbert, BAYROU François a donné pouvoir à PATRIARCHE Nicolas, MESTELAN Marie-Laure a donné pouvoir à BERTONAZZI Kenny, PERES Jean-Louis a donné pouvoir à CAPERAN Michel.

**Étaient excusés :**

AMARA Mohamed, BARTOLOMEO Patrice, BERNOS Michel, BONNEMASON-CARRERE Christelle, CHENEVIÈRE Thibaud, DAVAN Frédéric, DUMAS Stéphanie, ISAAC-LAVIGNE Gwendoline, JACOTTIN Arnaud, JOHNSON-LE-LOHER Clarisse, LIPSOS-SALLENAVE Véronique, MARQUE Bernard, REVEL Valérie.

**Étaient absents :**

BAREILLE Muriel, BUSSY Marion, LALANNE Jean-Yves, TESSON Gilles.

**Secrétaire de séance : ROY PAULINE**

## **4 – Avis du Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités sur le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal**

**Rapporteur** : Monsieur Nicolas PATRIARCHE

Mesdames, Messieurs,

Par courrier électronique du 3 octobre 2024, les services de la Communauté d'Agglomération m'ont informé que le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités avait la qualité de personne publique associée dans le cadre de l'élaboration du futur RLPI, et, devait à ce titre, émettre un avis sur le projet du dit règlement avant le 15 octobre 2024.

N'ayant pas la possibilité de réunir l'organe délibérant du Syndicat Mixte dans un délai si contraint, j'ai néanmoins souhaité, par courrier du 7 octobre 2024, faire quelques observations sur les conséquences potentielles du contenu de ce projet sur la situation financière du Syndicat Mixte.

En effet, les règles actuellement proposées entraîneraient une disparition de certains formats et types de mobiliers urbains installés sur le domaine public accessoirement publicitaires (dispositifs de 8m<sup>2</sup> et dispositifs digitaux en Centre-Ville de Pau).

Depuis 2015, le Syndicat Mixte, les communes de Pau et Jurançon ainsi que la Communauté d'Agglomération sont associés, dans le cadre d'un groupement de commande, pour la gestion de la publicité sur leurs mobiliers urbains respectifs installés sur le domaine public.

Dans le cadre de ce marché, le prestataire reverse une part du chiffre d'affaires réalisé à chaque membre du groupement au titre des mobiliers relevant de sa compétence. Ce marché doit être renouvelé en 2025, les conséquences du RLPI devront donc être prises en compte. Les candidats potentiels répondront par rapport au chiffre d'affaires global qu'ils pourront faire tous mobiliers confondus, et proposeront en conséquence la redevance à verser à chacun.

En 2023, cette redevance a été pour le Syndicat Mixte de 700 000 €. Une réduction du nombre de dispositifs et notamment de ceux générant le plus de chiffre d'affaires (8m<sup>2</sup> et digitaux) risque d'engendrer une proposition de redevance beaucoup plus faible pour le syndicat, voire même une absence de réponse à la procédure de mise en concurrence, les futurs candidats potentiels perdant également la grande majorité de leurs dispositifs installés sur le domaine privé.

D'autre part, étant des supports principaux pour la diffusion des messages d'intérêt général des collectivités, la suppression de ces différents types de dispositifs aurait des incidences importantes en matière de communication institutionnelle, des faces étant également réservées aux différentes collectivités membres du groupement.

Il convient de rappeler que la redevance publicitaire versée par le prestataire actuel (soit 700 000 €), CITIZ MEDIA, représente deux fois l'augmentation tarifaire votée en juillet 2024 (350 000 € par an).

Cette recette représente également 2,5 % du coût annuel du réseau IDELIS, et elle est supérieure à la Dotation Générale de Décentralisation perçue par le Syndicat Mixte et représente près de 80 % du coût annuel d'une ligne TEMPORIS.

Une diminution voire, dans la situation la plus défavorable, une perte de cette recette aurait une conséquence désastreuse sur l'offre du service public de transport et sur le coût du service pour l'usager.

**Après avis de la Commission Mixte du 26 novembre 2024 et du Bureau du 26 novembre 2024, il appartient au Comité Syndical de bien vouloir :**

**1 – Confirmer les termes du courrier du Président du Syndicat Mixte du 7 octobre 2024 et émettre une réserve sur le projet de RLPI tel que soumis à l'enquête publique.**

**2 – Demander le maintien des dispositifs de 8 m<sup>2</sup> et digitaux sur le domaine public.**

**Conclusions adoptées**

**Monsieur DUDRET ne prend pas part au vote**

**Suivent les signatures,  
Pour extrait conforme,**



**Nicolas PATRIARCHE  
Président de Pau Béarn Pyrénées  
Mobilités**